

Aff N°: C23056050

N° chrono: 7

Date: 18/12/24

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

## Extension du tribunal administratif de Dijon DIJON (21)

### MAITRE D'OUVRAGE

CONSEIL D ETAT  
98 rue de Richelieu  
75002 PARIS

**Maître d'oeuvre**

ATELIER CLEA ARCHITECTES  
5 Rdpt Edmond Michelet  
21000 DIJON  
France

**Maître d'oeuvre**

BEATRICE MOUTON ARCHITECTES  
13 Rue Chapon  
75003 PARIS  
France

## COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

### PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON  
BABINSKI CHRISTOPHE  
4 RUE LOUIS DE BROGLIE  
BP 37004  
21070 DIJON CEDEX

### PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON  
BABINSKI CHRISTOPHE  
4 RUE LOUIS DE BROGLIE  
BP 37004  
21070 DIJON CEDEX

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	12/12/24	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	6
2	Aucun	18/12/24	Nouvelle rédaction du PGC : 1. Mise à jour suivant observations MOA 2. Ajout des résultats des diag amiante et plomb	7

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	<b>6</b>
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
<b>2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>8</b>
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	12
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	20
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	20
<b>3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>22</b>
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	22
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	23
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	24
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	25
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	26
3.6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	27
<b>4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER</b>	<b>33</b>
4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	33
<b>5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>34</b>
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	34
<b>6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>35</b>
6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	35

<b>7. ANNEXES</b>	<b>37</b>
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	37
7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	41
7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	41
7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX	41
7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	41
7.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	41
7.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	41
7.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	42

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

**Nom de l'opération :**

Extension du tribunal administratif de Dijon - DIJON (21)

**Descriptif de l'opération :**

Le projet consiste à l'extension du tribunal administratif de DIJON

**Calendrier :**

Date début des travaux : 2ème trimestre 2025

Durée totale des travaux : 13 mois

**Planning - Phasage de l'opération :****Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 10

Effectif pointe prévisible : 15

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché privé

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Référé préventif

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

#### 1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

**Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention.**

**Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.**

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

**Interdiction de survol**

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Référé préventif

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

## 2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

### 2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
26	<p><b>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</b></p> <p><b>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</b></p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>	Toutes entrep.	Maître d'ouvrage	Durée chantier
8	<p><b>Personnes autorisées</b></p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération</li> <li>- les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe</li> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération</li> <li>- les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage</li> <li>- les coordonnateurs SPS de l'opération</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui</li> <li>- les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises</li> <li>- toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération.</li> </ul>	Maître d'ouvrage		Durée chantier
44	<p><b>Conditions d'accès des personnes autorisées</b></p> <p>Vous conformer aux obligations concernant l'accès des personnes autorisées, imposées sur le chantier.</p> <p><b>Chaque entreprise devra transmettre une copie des CNI au MOA "1 semaine avant intervention"</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
70	<p><b>Informations des salariés</b></p> <p>Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p> <p><b>Liste nominative des intervenants</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier



10	Chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenant sur le chantier. Tenir cette liste à disposition de l'Inspection du Travail et des représentants de la CARSAT.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
	<b>Identification des entreprises</b>			
63	Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage	Toutes entrep.	Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
	<b>Utilisation du personnel intérimaire</b>			
62	Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer : - que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, - que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, - que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</b>			
59	La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes : <b>A la charge du prestataire de service</b> : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier. <b>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre</b> : - s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité, - accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales, - présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre, - autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune</b>			
77	Les prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que les prestations énumérées ci-dessous (liste non limitative), concernent des interventions courantes de prestataires qui, en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise. A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS) : monteuses de grue, poseuses de filets, monteuses d'échafaudage, etc.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>Emploi de salariés détachés</b>			



66	<p><u>Rappel des obligations de <b>l'employeur</b> qui détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français :</u></p> <p>L'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux articles L1262-1 et L1262-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- adresse une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation;</li> <li>- désigne un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 pendant la durée de la prestation.</li> </ul> <p><u>Rappel des obligations du <b>donneur d'ordre</b> ou du <b>maître d'ouvrage</b> :</u></p> <p>Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés sur le territoire français, vérifie auprès de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté de ses obligations de déclaration auprès de l'inspection du travail. Pour cela, le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage se fait remettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de cette déclaration;</li> <li>- une copie du document désignant le représentant chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 (inspection du travail notamment).</li> </ul> <p>A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant les documents ci-dessus, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les 48 heures suivant le détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, dont le contenu est précisé à l'article R1263-14 du code du travail.</p> <p>Sur les chantiers de 1ere catégorie, le maître d'ouvrage appose dans le local vestiaire une <b>affiche</b> traduite dans la langue des travailleurs détachés concernés, destinée à porter à leur connaissance les informations sur la réglementation qui leur est applicable tel que précisé à l'article L.1262-4 du code du travail.</p>	Maître d'ouvrage Toutes entrep.		Durée chantier
51	<p><b>Fournisseurs - Livreurs</b></p> <p>Lorsque le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p> <p><b>Conditions d'accès de certains visiteurs : groupes scolaires, futurs propriétaires ou utilisateurs de l'ouvrage, autres visiteurs</b></p>	Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

64	<p>Certains visiteurs, qui ne sont pas partie prenante dans la réalisation de l'opération, sont autorisés à pénétrer sur le chantier sous réserve du respect des obligations décrites ci-après et de l'accord du maître d'ouvrage. Les visiteurs seront obligatoirement accompagnés par une personne connaissant le chantier. Les conditions et modalités d'accès des visiteurs, devront être déterminées et organisées préalablement à chaque visite par le maître d'ouvrage et le demandeur, en concertation avec le coordonnateur SPS. Elles seront communiquées par écrit au demandeur. Ce dernier indiquera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'identité du demandeur et le motif de la visite</li> <li>- les jours et heures de visite autorisés, en dehors desquels la visite de pourra pas avoir lieu</li> <li>- l'itinéraire de la visite à respecter obligatoirement</li> <li>- le nombre de personnes maximum à ne pas dépasser par visite</li> <li>- le nombre et les identités des personnes encadrant les visiteurs</li> <li>- les consignes de sécurité à respecter par chaque visiteur, notamment le port des équipements individuels de protection.</li> </ul> <p><b>Déclaration de sous-traitants</b></p>	Tous interv.	Toutes entrep.	Durée chantier
32	<p>Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.</p> <p>Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.</p> <p>Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire.</p> <p>L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention.</p> <p>Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.</p>	Entrep. concernée	Maître d'ouvrage	Avant interv.
124	<p>Pour les demandes d'agrément des sous-traitants émises en phase travaux, elles devront être remises <b>3 semaines avant intervention de l'entreprise sous traitante</b>, à la Maîtrise d'ouvrage et en copie au Coordonnateur SPS.</p> <p><b>Le Maître d'ouvrage transmettra au CSPS l'accord de sous-traitance signé.</b></p> <p><b>Intervention en dehors des jours et heures d'ouverture du chantier</b></p>	Entrep. concernée	Maître d'ouvrage	3 semaines avant intervention

72	<p>Toute entreprise souhaitant travailler en dehors des périodes d'ouverture du chantier doit en aviser par écrit, au moins une semaine avant, le maître d'ouvrage et le coordonnateur SPS. En cas d'accord de ces derniers, l'entreprise indique dans son PPSPS, qu'elle diffuse au coordonnateur SPS (additif), la nature de l'intervention, les conditions de réalisation, et les mesures particulières qu'elle adopte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>pour que les salariés ne demeurent pas isolés sur le chantier et puissent être rapidement secourus en cas d'accident : nombre d'intervenants, présence de secouriste(s) du travail formés dans l'équipe, consignes d'appel des secours, moyens d'alerte mis à disposition ;</li> <li>afin de répondre à toute contrainte qui lui serait indiquée par le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre ou le coordonnateur SPS, préalablement à l'intervention.</li> </ul> <p>L'entreprise est tenue d'obtenir les autorisations administratives, dans le cas où celles-ci sont requises.</p>	Toutes entrep.	Maître d'ouvrage	Durée chantier
100	<p><b>DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER</b></p> <p>Les modalités d'accès au chantier (itinéraires aux abords du chantier, conditions particulières, etc....), précisées dans le PGC ou ses mises à jour, feront l'objet d'une information du personnel de chaque entreprise.</p> <p><b>Itinéraire d'accès - Fléchage</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
69	<p>Le lot G.O sera responsable de la signalisation de chantier, tant dans l'enceinte des travaux qu'aux abords du chantier.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier

## 2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
73	<p><b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b></p> <p>Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Coord.SPS Maître d'oeuvre	Ph. préparation
38	<p><b>Organisation générale</b></p> <p>Planter de préférence les installations fixes dans les zones des futures espaces verts et parcs de stationnement. Raccorder en priorité les équipements aux réseaux de distribution à proximité des points de pénétration de ces réseaux dans l'emprise du chantier.</p> <p><u>Projet de plan d'installation de chantier</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

4	<p><b><u>Préciser sur un plan d'installation de chantier :</u></b></p> <p>Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier</p> <p>Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site.</p> <p>L'emplacement des clôtures de chantier.</p> <p>Les accès au chantier.</p> <p>Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules.</p> <p>Les sens de circulation.</p> <p>Les aires d'attente et de retournement des camions et engins.</p> <p>Les zones de manoeuvre des véhicules et engins</p> <p>Les zones de nettoyage des toupies et roues des camions et engins.</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins.</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier.</p> <p>Les zones interdites à la circulation et au stationnement.</p> <p>Les zones d'implantation des grues à tour.</p> <p>Les zones de mise à poste des grues automotrices.</p> <p>Les zones interdites au survol de charges.</p> <p>Les zones de stockage par type de matériaux.</p> <p>Les zones réservées aux magasins et ateliers.</p> <p>Les zones de préfabrication.</p> <p>Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.).</p> <p>Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution.</p> <p>La position des téléphones de secours et des points de rassemblement.</p> <p>La position des moyens de secours contre l'incendie.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<b>CLOTURE DE CHANTIER</b>			
47	<p>Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien.</p> <p>Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
71	<p><b>Caractéristiques générales</b></p> <p>Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week end,...).</li> <li>d'un ensemble de collier ou de bride de fixation pour liaisonner les panneaux entre eux</li> <li>de panneaux "chantier interdit au public"</li> <li>de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire</li> </ul> <p>Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
14	<p><b>Fermetures des clôtures</b></p> <p>Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end, ...).</p> <p><b>Fermetures provisoires du chantier</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier

97	<p>Mettre en place des fermetures provisoires anti -intrusion en panneaux rigides anti vandalisme aux droits des ouvertures (portes et fenêtres).</p> <p>Mettre en place une (des) fermeture(s) provisoire(s) du chantier par un bloc porte métallique avec cylindre (remise des clés à tous les lots)</p> <p><b>Entretien des clôtures</b></p>	Toutes entrep.	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
34	<p>Assurer l'entretien journalier de la clôture de chantier : vérification des systèmes d'attache, des panneaux de signalisation, des contreventements, de l'état général etc...</p> <p><b>Panneau de chantier</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
50	<p>Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique. Affichage de la déclaration préalable et de ses mises à jour par le Coordonnateur SPS dans le bureau de chantier.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
<b>PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES</b>				
89	<p>Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5).</p> <p><b>Branchements provisoires</b></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
104	<p>Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001. Il seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages.</p> <p><u>Electricité</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée


90	<p>L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre. Cette installation, conforme aux prescriptions réglementaires et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme accrédité. Une copie du procès-verbal de réception est à tenir à disposition sur le chantier. Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire.</p> <p>Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité conformément à la norme NF C 18-510.</p> <p>Les documents suivants seront tenus sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un plan schématique du chantier où sont indiqués en particulier les passages des câbles alimentant le chantier,</li> <li>• le registre de sécurité où sont consignées par ordre chronologique les dates et la nature des vérifications (1ère et 2ème vérifications- Vérification annuelle le cas échéant).</li> <li>• les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remèdes aux déficiences constatées dans les rapports précités</li> </ul> <p>Les entreprises communiqueront rapidement au Maître d'Oeuvre leur besoin en énergie électrique.</p> <p>L'installation comprendra de façon distincte :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Un coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage,</li> <li>2. Un départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement.</li> <li>3. Départ (s) pour l'installation électrique nécessaire à (aux) engin(s) de levage fixe (grue(s) à tour)</li> <li>4. Un départ pour les coffrets divisionnaires et réseaux de distribution conformes aux prescriptions réglementaires et à la norme NFC 15-100 permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement.</li> <li>5. L'éclairage général pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairement minimum de 40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur.</li> <li>6. L'éclairage de sécurité permettant de baliser les accès dans les zones de circulation.</li> <li>7. Un départ spécifique pour le lot ascenseur, s'il existe.</li> <li>8. Un départ spécifique pour le façadier s'il existe.</li> </ol> <p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</p> <p><u>Réseau E.U</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
68	<p>Réaliser un réseau d'évacuation des eaux usées de l'ouvrage depuis le branchement au réseau ou équipement d'assainissement jusqu'aux attentes prévues à une distance de 2 m de chaque bâtiment.</p> <p><b>Aires de chantier</b></p> <p><u>Aire de nettoyage des toupies béton</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
28	<p>Réaliser et entretenir autant que de besoin un dispositif pour le nettoyage des toupies constitué d'une fosse garnie d'une couche de matériaux filtrants entre deux membranes constituées d'un géo-textile.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
<b>PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES</b>				



105	<p>Les branchements et raccordements provisoires aux fluides et utilités à l'intérieur des ouvrages, nécessaires à la réalisation du chantier, seront réalisés conformément aux prescriptions de la norme NFP 03 001.</p> <p><b>Branchements</b></p> <p><u>Electricité (réseau intérieur)</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
52	<p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance. Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m.</p> <p>Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds.</p> <p>Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues.</p> <p>Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain- pied dans les passages et escaliers.</p> <p>Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.</p> <p>Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires.</p> <p>Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89).</p> <p><u>Coffrets divisionnaires - composition et répartition</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
36	<p>La répartition des coffrets électriques se fera en fonction de la configuration du chantier et en respectant les principes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les postes de travail seront à moins de 25 m du coffret le plus proche</li> <li>• Ils comporteront (équipement minimum) un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A+ T et 1 prise 3x20 A+ T ainsi qu'un arrêt d'urgence normalisé.</li> <li>• Ils seront suspendus ou sur pieds.</li> <li>• Ils seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.</li> </ul> <p>En cas de besoin, l'entreprise mettra à disposition de ses salariés un coffret ou des coffrets complémentaires d'alimentation électrique. Ces coffrets ne seront pas éloignés de plus de 25 m du point de raccordement. La connexion sera compatible avec les prises existantes sur le chantier.</p> <p><u>Eclairage des circulations</u></p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier
39	<p>Installer un éclairage des circulations verticales et horizontales en très basse tension de sécurité (TBTS), ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA.</p> <p><u>Eclairage des postes de travail</u></p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier



87	<p>L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.</p> <p>Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 ml.</p> <p>Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720.</p> <p>Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima.</p> <p>Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008.</p> <p>Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
83	<p><b>ZONE DE CANTONNEMENT</b></p> <p>Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
18	<p><b>Montage, démontage des installations du cantonnement</b></p> <p>Les opérations de montage/démontage de bungalows doivent s'effectuer dans le respect des Principes Généraux de Prévention et faire l'objet d'une évaluation des risques spécifique permettant de choisir les mesures de prévention appropriées, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- interdire l'accès à la zone de montage/ démontage aux intervenants du chantier,</li> <li>- prévoir la présence d'un « homme trafic » compétent et équipé (baudrier, etc.....) afin de prévenir les risques liés à la circulation des véhicules d'approvisionnement,</li> <li>- différer ou suspendre le montage/ démontage des bungalows si les conditions climatiques sont mauvaises (vent,...),</li> <li>- prévoir des cantonnements provisoires pour accueillir les salariés chargés de ces travaux, lorsque la phase d'installation/ démontage des cantonnements dure plus d'une journée.</li> </ul>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
91	<p><b>Gestion de cantonnement - Base vie</b></p> <p>La base vie sera gérée par le responsable du chantier désigné pendant toute la durée des travaux du présent marché. Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe. Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
78	<p><b>Installations communes de vie collective</b></p> <p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
88	<p><u>Lave bottes</u></p> <p>Equiper la zone de cantonnement de lave-bottes en nombre suffisant.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
22	<p><b>Installations communes d'hygiène</b></p> <p>Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.</p> <p><u>Sanitaires</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier

40	 <p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).</p> <p><u>Lavabos</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
13	 <p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des lavabos alimentés en eau potable, et à <b>température réglable</b>, à raison d'un lavabo pour dix travailleurs au plus (R4228-7du Code du travail).</p> <p><u>Douches</u></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
29	<p>Sur les chantiers où sont réalisés certains travaux insalubres et salissants, des douches sont mises à la disposition des travailleurs (R4228-8 du Code du Travail).</p> <p><b>Tableaux d'informations des salariés</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée d'intervention du G.O
45	<p>Prévoir un tableau d'affichage en zone de cantonnement, dédié à l'affichage "sécurité" (consignes, affiches de sensibilisation à la prévention, information générale sécurité, compte-rendu de réunion,...)</p> <p><b>Salle de réunion</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
2	<p>Installer et mettre à disposition une salle de réunion de capacité conforme aux prescriptions du marché, équipée du mobilier nécessaire, correctement chauffée, éclairée et aérée conformément aux règles applicables. Prévoir des tables et chaises en nombre suffisant, des armoires permettant le rangement des documents afférents au chantier, notamment ceux de la coordination SPS, et des dispositifs permettant l'affichage des plans.</p> <p>Prévoir un nettoyage régulier.</p> <p><b>Cantonnement provisoire ou préparation de chantier</b></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Durée chantier
109	<p>Mettre à disposition des cantonnements temporaires pour accueillir les travailleurs chargés de l'installation du cantonnement de chantier, de la réalisation des aménagements nécessaires à son fonctionnement et de son démontage.</p> <p><u>période de préparation</u></p>	FONDATIONS SPECIALES	FONDATIONS SPECIALES	Durée interv.
110	<p>Dans l'attente de l'installation des sanitaires du cantonnement, les entreprises de VRD mettront à disposition de leurs salariés des équipements autonomes avec traitement chimique.</p> <p><b>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</b></p>	FONDATIONS SPECIALES	FONDATIONS SPECIALES	Durée interv.
102	<p>L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement .</p> <p>Ces travaux de nettoyage feront l'objet d'un contrat avec une entreprise extérieure qui sera imputé au compte prorata.</p> <p><u>Sanitaires (WC, lavabos, douches)</u></p>	Compte prorata	Compte prorata	Durée chantier
80	<p>Les installations seront nettoyées quotidiennement (article R 4228-13 du Code du travail) .</p> <p>Cette prestation fera l'objet d'un contrat avec une entreprise spécialisée et sera imputé au compte prorata comme l'ensemble des dépenses liées au fonctionnement du cantonnement (nettoyage quotidien, fournitures, consommation eau, électricité, etc...)</p> <p><u>De vie collective (réfectoire, vestiaires, bureaux et salle de réunion)</u></p>	Compte prorata	Compte prorata	Durée chantier

53	L'ensemble des locaux sera maintenu propre en permanence. Le nettoyage sera confié à une entreprise extérieure et les frais de ce contrat seront imputés au compte prorata.	Compte prorata	Compte prorata	Durée chantier
24	<u>Fourniture des consommables</u> Le titulaire du lot mettra à disposition des travailleurs les fournitures consommables nécessaires à leur hygiène en quantité suffisante (papiers toilettes, savons, essuie-mains, balayettes, produits d'entretien etc.). Les sanitaires, réfectoires et vestiaires seront également équipés de balais, éponges, pelles et produit d'entretien.	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
37	<u>Evacuation des ordures</u> L'évacuation journalière des ordures ménagères a été confiée, par contrat spécifique à une entreprise extérieure.	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
106	<b>Cantonnement installé dans les locaux existants</b> Lorsque le cantonnement est installé dans des locaux existants, les installations électriques, les installations de production et de distribution d'eau chaude et froide, de chauffage, de ventilation et d'assainissement, d'éclairage, de protection et de lutte contre l'incendie doivent être conformes aux dispositions réglementaires applicables aux lieux de travail. Vérifier cette conformité et réaliser les adaptations nécessaires en préalable à la mise en service du cantonnement.	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Durée chantier
107	<u>Description des installations mises à disposition</u> Le MOA met à disposition le local réfectoire + vestiaire.	Maître d'ouvrage	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
	A charge du lot G.O d'équiper le local défini ci-dessus			
79	<b>Absence d'infirmerie</b> Compte-tenu des effectifs prévisibles, il n'est pas prévu d'infirmerie sur le chantier. Prévoir les moyens nécessaires en matière de Sauveteurs Secouristes du Travail et moyens de premiers secours.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
96	<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b> <b>Consommation et abonnements</b> <ul style="list-style-type: none"><li>consommation d'eau (relevé sur compteur)</li><li>consommation d'électricité y compris entretien des installations</li><li>abonnement ordures ménagères</li></ul>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
93	<b>DEPENSES D'EXPLOITATION</b> Toute nouvelle dépense d'exploitation, et les frais afférents, décidée en phase de réalisation lors des réunions de chantier ou de coordination SPS, pour la bonne marche des travaux, fera l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du maître d'œuvre, entre le maître d'ouvrage et les entrepreneurs des différents corps d'état intéressés.	Toutes entrep.	Maître d'œuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
92	<b>Nettoyage des installations</b> Les dépenses liées au contrat de nettoyage de l'ensemble des locaux du cantonnement y compris ceux éventuellement installés dans les ouvrages.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>NETTOYAGE DU CHANTIER</b>			

56	<p>Chaque entreprise devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.)</li> <li>en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc. )</li> </ul> <p>Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
----	--	----------------	----------------	----------------

### 2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
6	<p><b>RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT</b></p> <p>Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet,</li> <li>déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention.</li> </ul> <p>Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service <a href="http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr">www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr</a>.</p> <p>La consultation du Télé- service est obligatoire.</p> <p>Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.</p>	<p>DEMOLITION - GROS OEUVRE</p> <p>FONDACTIONS SPECIALES</p> <p>Maître d'ouvrage</p>	Maître d'oeuvre	Avant interv.
108	<p><b>D.I.C.T.</b></p> <p>Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service <a href="http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr">www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr</a>, afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux.</p> <p>Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants.</p> <p>Joindre les réponses des DICT au PPSPS de votre entreprise.</p> <p>Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.</p>	<p>DEMOLITION - GROS OEUVRE</p> <p>FONDACTIONS SPECIALES</p>	<p>DEMOLITION - GROS OEUVRE</p> <p>FONDACTIONS SPECIALES</p>	Avt arriv. Ent
99	<p><b>Marquage - piquetage</b></p> <p>Le marquage - piquetage sera réalisé en phase préparation et avant tout commencement des travaux.</p> <p>Aucun démarrage des travaux ne pourra intervenir avant le marquage – piquetage de l'ensemble des réseaux.</p>	<p>DEMOLITION - GROS OEUVRE</p> <p>FONDACTIONS SPECIALES</p>	<p>Maître d'oeuvre</p> <p>Maître d'ouvrage</p>	Ph. préparation

### 2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
125	<b>AMIANTE</b> <b>Retour diag amiante</b> Un rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante, a été réalisé par APAVE en date du 10/12/2024 sous le n° de rapport: T241666353 <b>Conclusion:</b> <b>Il n'a été repéré d'amiante</b>	Toutes entrep.		Avt arriv. Ent
126	<b>PLOMB</b> <b>Retour plomb</b> Un rapport de repérage de matériaux et revêtements contenant du plomb a été réalisé par APAVE en date du 10-12-2024 sous le n° du rapport: T241666355 <b>Conclusion:</b> <b>Il a été repéré des matériaux et produits contenant du plomb.</b> <b>Un mode opératoire devra être rédigé en complément du PPSPS de l'entreprise concernée et en concertation avec le MOE pour définir la procédure de retrait de plomb</b>	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
118	<b>INTERVENTION SUR L'EXISTANT - VETUSTE - INSTABILE</b> Le maître d'ouvrage est tenu, de procéder à un diagnostic de la solidité et de la stabilité des existants et notamment des planchers, des murs porteurs, des murs de clôture, etc., dans le cadre de l'évaluation des risques professionnels (PGP), Le Maître d'Ouvrage transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS le résultat de ces diagnostics. Les solutions techniques proposées, par les entreprises, afin de stabiliser, de conforter, les existants, seront validées par la maîtrise d'œuvre. <b>Ouvrages nécessitant d'éventuels travaux de confortement</b>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Avt arriv. Ent
119	<b>Faire réaliser un diagnostic solidité des ouvrages dont la solidité est douteuse, de ceux devant être particulièrement sollicités durant la réalisation des travaux, de ceux faisant office de protection collective, contre les chutes notamment, de ceux devant supporter les sollicitations engendrées par des dispositifs de protections individuelles ou collectives. Prévoir le renforcement des ouvrages ne présentant pas des garanties de solidité suffisante.</b>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
120	<b>Eléments instables</b> Débarrasser les existants de tous les éléments de construction non scellés ou présentant un risque de chute.	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée interv.

### 3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

#### 3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
23	<b>CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES</b> La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation <b>CRAM R.434</b> .	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
74 	<b>CIRCULATION DES PIETONS</b> Prévoir l'aménagement des voies et chemins d'accès reliant le cantonnement, le parking du personnel, les postes de travail et le réseau routier ainsi que leur entretien pendant la durée des travaux. Les circulations piétonnes seront séparées des voies de circulation des véhicules et engins. Les cheminements seront signalés, balisés. Ils devront rester libre de tout encombrement (matériel, câble électrique, stockage, gravats, etc.). Les voies d'accès seront constamment praticables.	DEMOLITION - GROS OEUVRE FONDACTIONS SPECIALES	DEMOLITION - GROS OEUVRE FONDACTIONS SPECIALES	Durée chantier
41	<b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES</b> Les accès devront se faire par tout type de moyens sécurisés, en nombre suffisant, choisis en fonction de la hauteur des postes de travail : tour escalier, escalier existant ou à construire, échafaudage, ascenseur de chantier... La mise en place d'escaliers protégés contre les risques de chutes de hauteur doit être préférée aux autres moyens de circulation sur le chantier, notamment les échelles. Elle doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les escaliers de tous types, qu'ils soient définitifs ou provisoires, puissent servir de moyen principal de circulation aux intervenants sur le chantier. Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront mises en oeuvre.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée interv.
103	<b>Escaliers provisoires - Tours escaliers</b> Mettre en place des escaliers provisoires à l'avancement des travaux, équipés des protections collectives contre les chutes. Planifier leur réalisation de manière à ce qu'ils puissent être utilisés par le plus grand nombre d'intervenants sur le chantier. Faire apparaître leur réalisation sur le planning des travaux.	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
123	Dimensionner les escaliers provisoires de manière à rendre possible l'évacuation d'un blessé sur un brancard. <b>Vérifications réglementaires : généralités</b>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée



5	<p>Faire vérifier les tours escaliers, plateformes et échafaudages avant mise ou remise en service, puis périodiquement pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004 :</p> <p><b>VÉRIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE :</b> examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avant la 1ère utilisation ;</li> <li>- à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ;</li> <li>- En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ;</li> <li>- A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ;</li> <li>- A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois.</li> </ul> <p><b>VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES :</b> - tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ; - quotidiennement (examen de l'état de conservation).</p> <p><b>Vérifications journalières</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
75	<p>Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la <b>vérification journalière</b> avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée interv.
82	<p><b>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</b></p> <p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier.</li> <li>- L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.</li> </ul>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier

### 3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE			

60	<p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.</p> <p><b>Nature et tenue du sol</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
9	<p>Interdire la mise en place sur un sol constitué de remblais, non plan, non compacté ou présentant des excroissances (rail, roche émergente, ...).</p> <p>Éviter les zones d'écoulement d'eau pluviale, en cas de nécessité, déviez-en le cours.</p> <p><b>Proximité de terrassement en excavation</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
95	<p>Interdire les appuis des engins de levage en bord de talus ou de tranchée.</p> <p>Respecter les distances entre les appuis des engins de levage et les fouilles ou excavations définies dans les notices</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
98	<p><b>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</b></p> <p>Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.</p> <p><b>Déchargement</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
48	<p>Prévoir les moyens de déchargements mécaniques en privilégiant l'utilisation de la grue de chantier pendant sa présence sur le site, puis par des moyens mécaniques adaptés aux besoins et aux contraintes du chantier, en fonction d'une étude d'adéquation qui sera jointe au PPSPS (chariot élévateur, grue mobile, grue auxiliaire).</p> <p><b>Aide à la manutention ( grue sur le chantier, treuil, palan, etc..)</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
94	<p>Prévoir des moyens d'aide à la manutention manuelle. Utiliser en priorité la grue de chantier</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée


### 3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	APPROVISIONNEMENTS			



84	<p>Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoient, en fonction des volumes et quantité des matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches</li> <li>Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,...</li> <li>Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,...</li> </ul> <p>Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.</p>	<p>Maître d'œuvre Toutes entrep.</p>	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
61	<p><b>STOCKAGES</b></p> <p>Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile).</p> <p>Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit.</p> <p>Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

### 3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
43 	<p><b>EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI</b></p> <p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...).</p> <p>Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX</b>			

85	<p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés.</p> <p>Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier.</p> <p>L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
----	--	----------------	----------------	----------------

### 3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
46	<p><b>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</b></p> <p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
	<p><b>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES</b></p>			

54	<p><b>Rappel</b> : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique.</p> <p>Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement , afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs.</p> <p>La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation.</p> <p>Toute personne constatant une anomalie, une défectuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.</p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
----	--	--------------------------	-------------------------------------	----------------

### 3.6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
57	<p><b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</b></p> <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques.</li> <li>- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »).</li> <li>- Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)</li> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier.</li> <li>- Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chaînette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable.</li> <li>- L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.</li> </ul>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</b>			

25	<p>La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés.</p> <p>Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....</p>	<p>Maître d'oeuvre Toutes entrep.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>
3	<p><b>PORT DES E.P.I.</b></p> <p>Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire.</p> <p>Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre, entreprise...).</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>
19	<p><b>RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION</b></p> <p>Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de terre rapportée sur la zone de ses travaux</li> <li>de réseaux ou canalisations enterrés</li> <li>des risques d'imprégnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux</li> </ul> <p>Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille.</p> <p>Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.</p>	<p>DEMOLITION - GROS OEUVRE FONDATIONS SPECIALES</p>	<p>DEMOLITION - GROS OEUVRE FONDATIONS SPECIALES</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
17	<p><b>RISQUES LIES A L'ENDOMMAGEMENT DE RESEAUX</b></p> <p>Avant tout travaux, l'entreprise doit être en possession de l'ensemble des documents issus des DT, des DICT (plans, recommandations des exploitants réseaux .....), des résultats des investigations complémentaires si réalisées en phase projet, des fiches techniques issues du "guide technique fascicule 2" correspondants aux opérations à réaliser (<a href="http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr">http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr</a>)</p> <p>Le personnel affecté aux travaux (encadrant et opérateurs) sera titulaire d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).</p> <p>L'entreprise devra mettre en œuvre les techniques de travaux en tenant compte de la précision de l'outil employé et de l'incertitude de localisation des ouvrages existants.</p> <p>Dans le cas de la découverte de réseaux non répertoriés, elle devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger avec interdiction d'entreprendre des travaux dans cette zone.</p> <p>Il en sera de même en cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement des réseaux.</p> <p><b>Formation autorisation</b></p>	<p>DEMOLITION - GROS OEUVRE FONDATIONS SPECIALES</p>	<p>DEMOLITION - GROS OEUVRE FONDATIONS SPECIALES</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>

7	Au <b>1er janvier 2018</b> , les encadrants, les chefs de chantier et les conducteurs d'engins doivent disposer d'autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) délivrées par leur employeur.	DEMOLITION - GROS OEUVRE FONDACTIONS SPECIALES	DEMOLITION - GROS OEUVRE FONDACTIONS SPECIALES	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
16	<b>RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE</b> L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
1	<b>Tubes en attente</b> Les solutions mises en œuvre seront choisies par l'entreprise et son bureau d'études, en fonction des types de tube, de la nature et du diamètre utilisés, dans le respect des règles de construction : <ul style="list-style-type: none"> <li>• crossage du tube,</li> </ul> Dans l'hypothèse où ces dispositions de prévention auraient été omises au stade de l'établissement des plans d'exécution, l'entreprise mettra en œuvre des solutions de remplacement et les mentionnera dans son PPSPS : <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier.</li> </ul>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
15	<b>Armatures en attente</b> Toutes dispositions de prévention des risques relatives aux armatures en attente devront être entreprises au stade de l'établissement des plans d'exécution BA ou des réseaux techniques. Ces dispositions devront être mentionnées sur les plans d'exécution ainsi que dans le PPSPS de l'entreprise. Les solutions mises en œuvre devront être choisies par l'entreprise et/ou son bureau d'études, en fonction des types, de la nature, du diamètre des armatures et/ou des tubes, dans le respect des règles de construction. - Les gouttières en PVC de sécurité (files d'acier droit) devront être préférées aux embouts de protection. L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
12	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</b> Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible. <b>Pose et dépose de protections collectives</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

76	Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage). En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives. Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives. L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
65	<b>Protections périphériques</b> Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins : - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps - Une main courante - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être >50cms	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
31	<b>Conditions atmosphériques défavorables</b> Il est interdit de travailler sur des toits rendus glissants par les circonstances atmosphériques, sauf s'il existe des dispositifs de protection installés à cet effet.	DEMOLITION - GROS OEUVRE ETANCHEITE		Durée interv.
20	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</b> La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs. Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
113	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR NECESSITANT LE PORT D'UN E.P.I. SPECIFIQUE</b> Lorsque des dispositifs de protection collective contre les risques de chute de hauteur ne peuvent être mis en œuvre, la protection des travailleurs <b>doit être assurée</b> au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus <b>d'un mètre</b> ou limitant les effets d'une chute de plus grande hauteur. <b>Dans ce cas :</b> - La formation à l'utilisation de l'EPI est obligatoire - L'intervenant ne doit pas travailler seul : un surveillant sera obligatoirement prévu afin de secourir l'intervenant dans un temps compatible avec la préservation de sa santé, - Les EPI feront l'objet de vérifications périodiques - L'employeur doit préciser dans une notice, les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en œuvre de l'EPI ainsi que les modalités de leur utilisation.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
11	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHE PIEDS</b> Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier






21	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</b></p> <p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique.</p> <p>En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative.</p> <p>Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
114	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES, REGARDS</b></p> <p>Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré-dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...).</p> <p>Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage <b>solidement fixé</b> (petite trémie de section &lt; à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section &gt; à 1m²).</p> <p><b>Planchers</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
115	<p>Mettre en place des gardes-corps en rive de plancher</p> <p><b>Trémies</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
116	<p>Prévoir dans le descriptif des travaux des systèmes intégrés permettant la mise en place des protections provisoires (Réservations, attentes...)</p> <p>Mettre en place les gardes-corps provisoires en périphérie des trémies.</p> <p>Poser les gardes-corps définitifs.</p> <p><b>Trémies d'escaliers intérieurs</b></p>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
117	<p> Dans le but d'assurer la continuité des protections collectives contre les chutes de hauteur, et afin de ne pas gêner les travaux de second oeuvre (pose des cloisons, des garde-corps définitifs, des revêtements de sol, etc.) prévoir la mise en oeuvre des dispositifs décrits dans la fiche OPPBTP B1 F05 11, c'est à dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>soit un plancher à trappes obstruant la totalité de la superficie de la trémie, de résistance suffisante. Il comportera une trappe d'accès à fermeture automatique pour le personnel, et une trappe permettant la manutention des matériaux de grande dimension.</li> </ul> <p><b>Attention :</b> ce plancher permet la circulation de personnes et ne doit servir ni au stockage de matériaux, ni de surface d'appui d'échafaudages ou d'étais (lots charpente, gros oeuvre, peinture, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>soit des garde-corps rigides dont les potelets seront insérés dans un ancrage lui-même fixé sur la rive de dalle. Les gardes corps seront conformes à la norme NF EN 13374. Ce système sera préféré aux potelets à pinces, ou aux fourreaux noyés dans le dessus de la dalle, qui présentent l'inconvénient de devoir être déposés afin de permettre le travail des corps d'état de second oeuvre au bord de la trémie.</li> </ul>	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Durée chantier
	<p><b>TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS</b></p>			

		Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
101	<p>Les travaux superposés <b>sont proscrits</b> : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement,</li> <li>• en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage,</li> <li>• en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié,</li> <li>• en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... ,</li> <li>• en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail.</li> </ul>			



## 4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

### 4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
58 	<b>DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES</b> Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier. En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire, le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.	DEMOLITION - GROS OEUVRE	DEMOLITION - GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
121 	<b>DOCUMENTS ET CONSIGNES REMIS PAR LE CHEF D'ETABLISSEMENT EN ACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER</b> <b>Procédures</b> <u>Permis de feu</u> Le permis de feu sera actif dès que les travaux auront lieu à l'intérieur du bâtiment existant. A la charge du MOA de le rédiger A charge des entreprises utilisatrices de mettre en place les mesures de prévention adéquates	Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Maître d'ouvrage	Durée chantier
122 	<b>Consignes</b> <u>Consignes en cas d'incendie</u> Prendre en compte les consignes sécurité "en cas d'incendie et d'accident"	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

## 5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES





### 5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
35	<p><b>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS</b></p> <p>Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise.</p> <p>Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs.</p> <p>Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

## 6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
33	<b>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</b> <b>Art. L. 4121-5.</b> Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : <ul style="list-style-type: none"> <li>de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux.</li> <li>de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.</li> </ul>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
30	<b>Sous-traitants</b> Communiquer la liste de vos sous-traitants, leurs coordonnées et la nature des travaux sous-traités.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
42	<b>Réponses aux observations du coordonnateur SPS</b> Nous vous rappelons que vous devez apporter par écrit au coordonnateur les réponses aux observations vous concernant, conformément aux dispositions de l'article R. 4532-38 du code du travail. <b>Veillez utiliser la fiche réponse jointe aux observations qu'il vous a transmises, la compléter, et la lui retourner par mail.</b>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
55	<b>MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS</b> Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'oeuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, <b>sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel.</b> Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent <b>en informer le coordonnateur SPS.</b> Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur <a href="mailto:prenom.nom@apave.com">prenom.nom@apave.com</a> et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "prenom.nom" correspond au prénom et au nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. <b>Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.</b>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.		Durée chantier
49	<b>PPSPS</b> Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS. <b>Remise du PPSPS au coordonnateur</b>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.

81 	Chaque entreprise prépare un projet de PPSPS qu'elle présentera lors de l'inspection commune avant démarrage de l'intervention.  <b>RAPPEL : Le MOA a l'obligation de suspendre toutes activités par défaut de PPSPS (Article L.4744-1 à 6 Amende de 9000 euros)</b> <b>PPSPS des sous-traitants</b>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Lors de l'inspection commune
27 	Réclamer son PPSPS à votre sous-traitant et nous le communiquer.	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
<b>INSPECTION COMMUNE</b>				
67 	Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.  <b>Demande d'inspection commune avant démarrage travaux</b>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
86 	Toute entreprise n'ayant pas réalisé son inspection commune et devant débiter son intervention ou devant faire débiter son sous-traitant <b>doit obligatoirement prendre rendez vous avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention</b> , pour effectuer l'inspection commune.  Pour les inspections communes avec les sous-traitants, le <b>MOA devra valider la déclaration de sous-traitance et le faire savoir par écrit au CSPS</b> , afin que celui-ci puisse réaliser l'inspection commune  <b>RAPPEL : Le MOA a l'obligation de suspendre toutes activités par défaut d'IC (Article L.4744-1 à 6 Amende de 9000 euros)</b>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Deux semaines avant intervention

## 7. ANNEXES

### 7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	CONSEIL D ETAT 98 rue de Richelieu 75002 PARIS France		
Maître d'ouvrage personne physique	CONSEIL D ETAT 98 rue de Richelieu 75002 PARIS France	Mme YUNG Michaelle	0172605808 0642540934 michaelle.yung@conseil-etat.fr
Maître d'oeuvre	ATELIER CLEA ARCHITECTES 5 Rdpt Edmond Michelet 21000 DIJON France	Mme CLERGET Anne	0345623704 anne.clerget@atelierclea.fr
Maître d'oeuvre	BEATRICE MOUTON ARCHITECTES 13 Rue Chapon 75003 PARIS France		0684131236 b.mouton@agence-beatrice-mouton.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON 4 RUE LOUIS DE BROGLIE BP 37004 21070 DIJON CEDEX France	M. BABINSKI CHRISTOPHE	0380787462 0609964348 0380787459 christophe.babinski@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON 4 RUE LOUIS DE BROGLIE BP 37004 21070 DIJON CEDEX France	M. BABINSKI CHRISTOPHE	0380787462 0609964348 0380787459 christophe.babinski@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

### 7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DDETS UC1 21 boulevard Voltaire 21000 DIJON France		0380457500 ddets-uc1@cote-dor.gouv.fr
CRAM	CARSAT BOURGOGNE FRANCHE COMTE VALMY 46, Rue Elsa Priolet 21000 DIJON France		0380705050 0380705173
OPPBTP	OPPBTP BOURGOGNE FRANCHE-COMTE Service Prévention AT 6 rue Saint John Perse 21000 DIJON France		0380789520 0380789524 bourgognefranchecomte@oppbtp

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

### 7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

### 7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
00	PRESCRIPTIONS COMMUNES	<i>Non désigné</i>							
01	FONDATIONS SPECIALES	<i>Non désigné</i>							
02	DEMOLITION - GROS OEUVRE	<i>Non désigné</i>							
03	ETANCHEITE	<i>Non désigné</i>							
04	BARDAGE METALLIQUE	<i>Non désigné</i>							
05	MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	<i>Non désigné</i>							
06	MENUISERIES INTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
07	PLATRERIE - PEINTURE	<i>Non désigné</i>							
08	CARRELAGES - FAÏENCES	<i>Non désigné</i>							
09	SOLS SOUPLES	<i>Non désigné</i>							
10	ELEVATEUR PMR	<i>Non désigné</i>							
11	ELECTRICITE	<i>Non désigné</i>							
12	CHAUFFAGE	<i>Non désigné</i>							
13	VOIRIES RESEAUX DIVERS ET ESPACES VERTS	<i>Non désigné</i>							



## 7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

**Attention** : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale liée aux travaux envisagés au titre de la présente opération). Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, etc... .

Les documents de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante communiqués par le maître d'ouvrage seront joints au DCE.

## 7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

**Attention** : l'ouvrage est susceptible de contenir du plomb. L'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant du plomb n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage. Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer du plomb, générant un risque d'inhalation de poussières de plomb tels que : démolition même partielle, découpe, percement, grattage, ponçage, meulage, etc...

## 7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- voir document joint en annexe du présent PGC.

## 7.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 7.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

## 7.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

### Fichier(s) en annexe

Document Harmonisé des Organisations de Livraisons \_DHOL\_

PLAN D'IMPLANTATION DE CHANTIER

Permis feu

Consignes sécurité

2020.10.05 - Consignes d'évacuation

2005.03.09 - Note sécurité

.1.2. organismes de préventions institutionnels

	<h1>D.H.O.L.</h1> <p>Document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (Application de la Recommandation R.476)</p>			

Indice	Date	Objet des mises à jour	Nom du C. SPS APAVE	<input type="checkbox"/>
01	12/12/2024	Rédaction initiale - DHOL joint au PGC	BABINSKI Christophe	06 09 96 43 48

Partie à renseigner par le Coordonnateur SPS			
Adresse du chantier	20 rue d'ASSAS à Dijon	Coordonnées GPS	
Contraintes horaires de livraison		Moyens mutualisés de levage et manutention PGC SPS	Grue du G.O Engin de levage
Autres renseignements utiles (Contraintes administratives, ...)			Quai de chargement <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par l'entreprise					
Nom de l'entreprise			Adresse		
Nom du réceptionnaire chargé de l'accueil des livraisons			Coordonnées du réceptionnaire	<input type="checkbox"/>	
Caractéristiques admissibles du véhicule sur le chantier	Gabarit :	PTAC :		Autres caractéristiques :	
Présence d'un chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Distance max zone déchargement / axe camion (en mètre) :	D max = m	Hauteur max zone déchargement (en mètre) :	H max = m
Présence de recettes à matériaux	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Charge utile sur les recettes à matériaux :			
Présence de réseaux aériens dans un rayon de 50 m	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Electrique :	Gaz :	Produit chimique :	Autre :
Présence de réseaux souterrains	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Electrique :	Gaz :	Produit chimique :	Autre :
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> Grue de chargement (grue auxiliaire)				
	<input type="checkbox"/> Appareil de levage propre au chantier				
	<input type="checkbox"/> Appareil à charge du fournisseur			Type :	
Signallement de co activités prévisibles le	Description :				

jour de la livraison	
	Mesures de prévention :

## Plan d'installation de chantier

- Consignes de sécurité :
  - Consignes d'accès, de circulation et de stationnement sur le chantier
  - Consigne « conduite à tenir en cas d'accident – Appel des secours »





## **TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DIJON**

### **PERMIS DE FEU**

A établir en autant d'exemplaires que de signataires (au minimum 3) et en remettre un exemplaire à chacun d'eux. Nombre de pages : 3

**1 – Donneur d'ordre**

Ordre de travail donné par :

Fonction au sein de l'entreprise :

**2 - Objet du travail:**

SOUDEAGE : ☐      BRASAGE : ☐      DISQUEUSE : ☐      DECOUPAGE : ☐

- A l'arc : ☐      - Tronçonnage : ☐      - Oxycoupage : ☐

- Oxyacétylénique : ☐      - Meulage : ☐

Autre type d'opération :

**3 – Lieu de travail :**

Bâtiment :

Niveau :

Atelier :

Service :

Travail effectué en présence : De personnel ☐

De public ☐

**4 – Personnes chargées de l'opération**

Agent chargé de la sécurité de l'opération :

Opérateur(s) réalisant le travail :

Autre(s) personne(s) :

**6 – Durée des travaux et du permis :**

Date : ...../...../..... Heure de début des travaux : .....H.....

Heure de fin des travaux : .....H..... Heure de la ronde de contrôle : .....H.....

**7 – Consignes particulières liées à l'activité de l'entreprise:**



## **TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DIJON**

### **PERMIS DE FEU**

**8 – Risques répertoriés:**

(Par exemple : présence à proximité d'une cuve d'hydrocarbures ou d'un silo à sciures et copeaux.)

**9 – Moyens de protection mis en place contre les projections****10 – Moyens d'alarme disponibles :**

N° de téléphone du responsable sécurité :

N° de téléphone du standard :

N° d'urgence :

Autre dispositif (Par exemple : Déclencheur manuel) :

**11 – Moyens d'intervention disponibles**

Extincteurs mobiles :(préciser la nature des appareils et leurs emplacements)

Robinetts d'Incendie Armés :

Autres moyens :

**Date : ...../...../.....**

**Nom et Signature du Responsable ou le Représentant de l'Etablissement :**

**Nom et Signature de la Personne qui Réalise les Travaux :**

**Nom et Signature de la Personne veillant à la Sécurité pendant les Travaux :**





## **TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DIJON**

### **PERMIS DE FEU**

#### **CONSIGNES DE SECURITE IMPERATIVES**

(Cochez les cases correspondant aux mesures prises)

#### **AVANT LE DEBUT OU LA REPRISE DU TRAVAIL**

- ☐ Vérifier l'état du matériel utilisé (rechercher notamment les traces apparentes d'usures ou de détérioration sur les matériels électriques).
- ☐ Eloigner, couvrir ou protéger à l'aide de bâches ignifugées les installations et matériaux combustibles ou inflammables (en particuliers ceux placés derrière les cloisons à proximité des travaux).
- ☐ Si les travaux doivent être effectués sur un volume creux (cuve réservoir, tuyauterie) assurez-vous que celui-ci a bien fait l'objet d'un dégazage.
- ☐ Prendre soin de couvrir toutes les ouvertures, interstices, fissures, etc... à l'aide de sable, bâches, plaques métalliques.
- ☐ Eloigner tout produit ou matériel combustible ou inflammable des conduites et tuyauteries traitées.
- ☐ Disposer à proximité immédiate des moyens d'alarme et lutte contre l'incendie (au moins un extincteur à eau pulvérisée 9 litres ainsi qu'un extincteur approprié à l'extinction d'un feu naissant à proximité des travaux).
- ☐ Prendre les dispositions nécessaires pour éviter le déclenchement intempestif du système de détection ou d'extinction automatique.
- ☐ Désigner une personne connaissant parfaitement les mesures de sécurité
- ☐ Remplir et faire signer le permis de feu.

#### **PENDANT LE TRAVAIL**

- ☐ Surveiller ou faire surveiller attentivement les projections incandescentes et leurs points de chute.
- ☐ Ne poser au sol les objets chauffés que sur des supports supportant la chaleur sans risque de la propager.

#### **APRES LE TRAVAIL**

- ☐ Ne pas oublier de remettre en service le système de détection ou d'extinction automatique qui avait été neutralisé du fait des travaux.
- ☐ Procéder à une inspection minutieuse du lieu de travail, des locaux adjacents et des environs (projection d'étincelles ou transfert de chaleur).
- ☐ Si possible, maintenir une surveillance rigoureuse pendant au moins deux heures après l'arrêt des travaux.
- ☐ En cas d'impossibilité, faire cesser le travail par point chaud deux heures avant l'arrêt des activités de l'établissement et faire effectuer une ronde de surveillance (Prévention des feux couvant).

# Consignes de sécurité

Tribunal administratif de Dijon

22 rue d'Assas, 21000 Dijon

Tel. 03.80.73.91.00

## En cas d'incendie

### AVERTIR



Débrancher les appareils électriques à proximité du foyer ou couper l'électricité de l'étage en se servant des boîtiers blancs (un par étage).

Téléphoner en cas de nécessité, directement au **18** (pompiers), sans préfixe et sans faire le 0.

Préciser le lieu exact et l'importance de l'incendie.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du bâtiment en vue de guider les pompiers.

### ATTAQUER



Attaquer le foyer au moyen des extincteurs, d'abord par la base, puis en l'enveloppant.

Ne pas prendre de risques inutiles.

Si le foyer a pu être circonscrit, prévenir le **18**.

### EVACUER



Le signal d'évacuation est le son modulé des sirènes commandées par les boîtiers rouges situés sur les paliers ou aux extrémités de couloirs.

Le signal d'évacuation doit être déclenché si le foyer est important ou s'il y a un dégagement de fumée important.

En cas de signal d'évacuation :

- évacuer les lieux par les escaliers en suivant les balises vertes (des plans d'évacuation sont affichés à chaque étage),
- fermer les fenêtres et les portes de bureau derrière soi (pas à clef),
- vérifier qu'il ne reste personne à l'étage évacué.

**N'utiliser en aucun cas l'ascenseur**

## En cas d'accident

### SECOURISTE



Dans l'ordre :

1. Protéger le blessé (ex. débrancher l'appareil électrique en cas d'électrocution).
2. Alerter un secouriste pour les premiers soins.
3. Secourir le blessé.

### MEDECIN



Si la gravité de la blessure nécessite un soin médical, et si le blessé peut être déplacé sans risques :

- téléphoner au **15 (SAMU)** pour faire appeler un médecin
- ne raccrocher le téléphone que lorsque les secours l'auront autorisé.

### AMBULANCE



Si une ambulance est nécessaire :

- téléphoner au **15 (SAMU)** - ou, en cas de nécessité, directement au **18 (sapeurs pompiers)** - en précisant le lieu où se trouve le blessé et la gravité de la blessure
- envoyer quelqu'un à l'entrée du bâtiment en vue de guider les ambulanciers

## En cas d'intoxication



Téléphoner au **15 (SAMU)** ou au **18 (sapeurs-pompiers)** .

Ne raccrocher le téléphone que lorsque les secours l'auront autorisé.



## CONSIGNES D'EVACUATION DES LOCAUX

### Dès le déclenchement du signal d'alarme

**Suivez les directives de la personne chargée d'évacuation de ce local**

- Laissez vos affaires sur place.
  - Fermez les fenêtres.
  - Quittez le bureau rapidement mais sans précipitation, en suivant la direction donnée.
  - Fermez les portes, sans verrouiller les serrures.
  - Ne revenez jamais en arrière pendant l'évacuation.
  - Restez groupés sur tout le trajet d'évacuation.
  - Ne pas utiliser l'ascenseur.
  - Ne pas quitter le point de rassemblement sans autorisation.
- ~~~~~
- Vous ne retournerez dans le local qu'après y avoir été autorisés et accompagnés de la personne chargée d'évacuation.

#### ☞ Rôle du guide-file

Le guide-file est chargé de rassembler et de faire sortir toutes les personnes qui sont dans le bâtiment. Il est chargé également de les rassurer et de leur donner l'ordre de prendre leurs effets personnels. Le guide-file les conduit aux points de rassemblement.

#### ☞ Rôle du serre-file

Le serre-file est chargé de suivre le groupe pris en charge par le guide-file de s'assurer que personne ne reste en arrière, ou ne fait demi-tour, il est chargé de vérifier les salles, les bureaux, les toilettes et enfin de maintenir les personnes groupées sur le lieu de rassemblement.



Dijon, le 9 mars 2005

**Le président  
du Tribunal administratif de Dijon**

**Tribunal administratif  
de Dijon**

à

**l'ensemble du personnel du  
Tribunal administratif de Dijon**

Affaire suivie par : M. DUMAS  
Tel. 03.80.73.91.28  
marc.dumas@juradm.fr

## NOTE

### INFORMATION SECURITE INCENDIE

1°] **Si vous êtes témoin d'un début d'incendie** , vous devez :

- débranchez le ou les appareils électriques à l'origine du sinistre. Si le foyer est trop important ou les fumées trop denses, ne vous en approchez pas et coupez l'électricité en vous servant du boîtier blanc situé à votre étage,
- si le foyer peut être « enfermé », fermez la porte après évacuation des occupants,
- activez un **boîtier d'alarme rouge**. Le bris de glace déclenche immédiatement un signal sonore au niveau de la « centrale d'alarme » située au rez-de-chaussée,
- et (ou) téléphonez aux sapeurs-pompiers (en composant le 18).

2°] **Consignes d'évacuation :**

- les plans d'évacuation sont affichés dans les couloirs,
  - les balises d'évacuation vertes, lumineuses, vous indiquent les itinéraires à suivre pour évacuer les lieux.
- Lorsque vous entendez le **signal sonore d'évacuation** vous devez :
- quitter la pièce où vous vous trouvez,
  - vous abstenir d'emprunter l'ascenseur,
  - n'emporter que les objets strictement nécessaires (sacs à main, médicaments, manteau, clés, etc.),
  - vérifier qu'il n'y a plus personne dans la pièce que vous quittez, et en fermer la porte,
  - suivre le fléchage et les blocs de secours lumineux,
  - ne jamais revenir en arrière (sauf sur ordre particulier),
  - vous regrouper à l'extérieur dans la cour du Tribunal, dite Zone Primaire de Regroupement,
  - vérifier que toutes les personnes présentes à votre étage ont bien évacué les lieux.

**NB :** S'il s'agit d'une « **fausse alerte** » ou d'un « **exercice d'évacuation** », l'ordre de réintégrer les locaux sera transmis par le responsable d'établissement dans un délai d'environ 15 minutes.

#### 4°] **Extincteurs :**

Des extincteurs à eau pulvérisée et à poudre sont disposés dans les locaux du Tribunal.

#### **Si le foyer est peu important :**

- déclenchez le signal d'évacuation des locaux,
- décrochez de son support l'extincteur le plus proche du foyer,
- dégoupillez et, le cas échéant, percutez l'extincteur conformément aux indications affichées dessus,
- attaquez le foyer, d'abord par la base, puis en l'enveloppant,
- même si les flammes sont éteintes, videz l'intégralité de l'extincteur sur le foyer pour refroidir la zone sinistrée.
- posez l'extincteur par terre calé contre le mur afin d'éviter aux pompiers de se prendre les pieds dedans,
- quoi qu'il arrive, ne prenez aucun risque inutile.

#### 3°] **Prévention :**

- respectez et faites respecter l'interdiction de fumer dans les locaux et les couloirs,
- repérez le circuit d'évacuation et la Zone Primaire de Regroupement,
- informez les nouveaux arrivants ou les visiteurs des consignes de sécurité.

Jean-Jacques CHEVALIER